ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre, saisi par le Ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique, le 14 janvier 1963, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "autorisant les agents de l'Etat à des prestations d'un demi-jour pour motif de santé", a donné le 6 février 1963 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste kamer, de 14e januari 1963 door de Minister van Binnenlandse Zaken en van het Openbaar Ambt verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "waarbij Rijksambtenaren om gezondheidsredenen tot halve-dagprestaties worden toegelaten", heeft de 6e februari 1963 het volgend advies gegeven :

OBSERVATIONS GENERALES.

I.

Dans le but de faciliter la reprise de leurs fonctions par les agents de l'Etat qui ont été absents pour cause de maladie ou d'infirmité, le projet tend à permettre, en certains cas, l'accomplissement par ces agents de prestations d'un demi-jour.

Le projet est destiné à constituer un arrêté autonome. Cette présentation a l'inconvénient d'aggraver la dispersion des dispositions statutaires applicables aux agents de l'Etat.

Pour maintenir du moins à l'arrêté royal du 2 octobre 1937 son caractère d'arrêté de base contenant toutes les règles essentielles du statut des agents de l'Etat, il serait préférable d'insérer dans cet arrêté un article nouveau qui énoncerait le principe du régime prévu par le projet.

Les dispositions du projet qui déterminent les modalités d'application de ce régime pourraient trouver place dans l'arrêté royal du 30 mars 1939 relatif à la mise en disponibilité des agents de l'Etat. Ces dispositions ont, en effet, un lien étroit avec les articles 17, alinéa dernier, et 21 de ce dernier arrêté, qui confient au service de santé administratif la surveillance des agents en congé ou en disponibilité pour cause de maladie ou d'infirmité.

.../...

II.

L'article 4 du projet se borne à déclarer que "La décision du service de santé administratif est susceptible de recours conformément à la procédure que ledit service fixera à cet effet".

Cet article appelle des critiques d'ordre juridique. Le service de santé administratif comprend un ensemble de fonctionnaires hiérarchisés qui ne constituent aucunement une autorité collégiale; l'article 4 du projet ne détermine donc pas avec précision l'autorité à laquelle il tend à conférer le pouvoir indiqué. En outre, et surtout, cet article délègue un pouvoir réglementaire trop important pour que la délégation reste dans les limites permises par les principes généraux de notre droit public.

Il y a donc lieu de remplacer l'article 4 du projet par des dispositions déterminant, dans leurs grandes lignes, l'organisation des examens médicaux et la procédure de recours.

III.

Par son arrêt du 29 juin 1962, n° 9512, le Conseil d'Etat a refusé de reconnaître valeur de dispositions réglementaires à certaines prescriptions du titre III du document intitulé "Règlement du service de santé administratif", qui concernent la "tutelle sanitaire des adultes" et plus spécialement les "examens d'aptitude" organisés en application de celle-ci. Il a, en conséquence, annulé la décision prise dans le cas litigieux par l'inspecteur général-médecin en chef du service de santé administratif.

.../...

Il appartient au Gouvernement d'apprécier si, pour éviter le renouvellement des difficultés qui viennent d'être rappelées, il ne se recommande pas d'étendre la procédure d'examen et de recours proposée à d'autres hypothèses que l'admission des agents à des prestations d'un demi-jour.

OBSERVATIONS PARTICULIERES.

Article 1er du projet.

On pourrait répartir les dispositions énoncées à l'article 1er du projet entre, d'une part, un article 102bis qui serait inséré dans l'arrêté royal du 2 octobre 1937 qui porte le statut des agents de l'Etat et, d'autre part, un article 23bis qui serait inséré dans l'arrêté royal du 30 mars 1939 relatif à la mise en disponibilité des agents de l'Etat.

1° Article 102bis à insérer dans l'arrêté royal du 2 octobre 1937.

Dans le souci de recourir aux mêmes notions et d'employer la même terminologie que cet arrêté du 2 octobre 1937, il serait préférable d'adopter la formule suivante : "Ne sont pas considérés comme des suspensions de service, les demi-jours d'absence d'un agent au cours d'une période de prestations réduites admises en application des articles 23bis à 23quater de l'arrêté royal du 30 mars 1939 relatif à la mise en disponibilité des agents de l'Etat".

.../...

2° Article 23bis à insérer dans l'arrêté royal du 30 mars 1939.

Selon le caractère que les dispositions actuellement en vigueur pour les diverses catégories d'agents confèrent à l'intervention du service de santé administratif, l'appréciation émise par celui-ci au sujet de l'aptitude physique de l'agent tantôt consiste en un simple avis et tantôt, au contraire, en un avis qui lie l'autorité administrative et a, dès lors, valeur de décision. Dans la matière réglée par le projet, l'intention du Gouvernement est que le chef d'administration dont relève l'agent soit lié par l'appréciation du service de santé administratif quant à l'aptitude physique de l'intéressé.

En outre, selon les explications données par le fonctionnaire compétent, si le service de santé administratif estime que l'agent est apte à reprendre l'exercice de ses fonctions par prestations d'un demi-jour, le chef d'administration sera même obligé de rappeler l'agent en service pour lui faire accomplir de telles prestations réduites, à la seule condition que l'intéressé n'ait pas atteint le maximum de durée autorisé pour ces prestations (article 3 du projet; selon le texte proposé, article 23quater à insérer dans l'arrêté royal du 30 mars 1939).

.../...

Il appartiendra toutefois au Gouvernement d'apprécier si, eu égard à la responsabilité qui incombe au Ministre en raison du fonctionnement des services placés sous son autorité, il ne s'indiquerait pas d'énoncer dans le texte une restriction pour le cas où la mesure admettant un agent à des prestations d'un demi-jour ne serait pas compatible avec le bon fonctionnement du service. A cet effet, il suffirait d'ajouter au texte proposé pour l'article 23bis, deuxième phrase, de l'arrêté royal du 30 mars 1939, les mots suivants : "... sauf si cette mesure n'est pas compatible avec les exigences du bon fonctionnement du service".

En tout cas, même si le Gouvernement n'entend laisser aucun pouvoir d'appréciation au chef d'administration, il convient de réserver à ce dernier la décision rappelant l'agent en service. En effet, même lorsque le service de santé administratif est habilité à lier l'autorité administrative et à prendre une décision, cette dernière n'a trait qu'à l'état physique de l'agent. En vertu des règles générales qui régissent notre organisation administrative, c'est soit au Roi, soit au Ministre ou aux fonctionnaires qui ont reçu délégation, qu'il y a lieu de réserver le pouvoir de prendre les décisions fixant la situation administrative d'un agent de l'Etat. A cette première raison d'ordre théorique en faveur d'une intervention du chef d'administration, il s'en ajoute une seconde d'ordre pratique : ce chef d'administration est mieux à même que le service de santé administratif de vérifier si l'agent peut encore ou non bénéficier d'une période de prestations par demi-jours. Il se recommande d'autant

.../...

plus de faire intervenir le chef d'administration que, dans l'hypothèse où la décision du service de santé administratif serait irrégulière, le chef d'administration aurait le pouvoir et l'obligation de refuser d'y avoir égard, et de demander au service de santé administratif un nouvel examen de l'agent (Conseil d'Etat, 16 novembre 1955, BOCLINVILLE, n° 4663, 14 juin 1956, LONGTAIN, n° 5199).

Article 4 du projet (selon le texte proposé, article 23ter à insérer dans l'arrêté royal du 30 mars 1939).

Le texte proposé par le Conseil d'Etat fixe, dans leurs grandes lignes, l'organisation des examens médicaux et la procédure de recours.

Ce texte prévoit que le recours sera introduit par lettre adressée sous pli recommandé à la poste. Cette prescription a uniquement pour but de faciliter la preuve de l'envoi du recours et de prévenir des contestations sur ce point. Selon les explications données par les fonctionnaires compétents, l'intention du Gouvernement est d'éviter, en la matière, un formalisme rigide; l'envoi par pli recommandé ne constitue pas une forme substantielle de l'introduction du recours.

.../...

Article 5 du projet.

Cet article devient superflu en raison du texte proposé pour l'article 102bis à insérer dans l'arrêté royal du 2 octobre 1937. Cette disposition implique nécessairement que pendant la période où l'agent est admis à accomplir des prestations d'un demi-jour, il est dans la position administrative de l'activité de service; cette disposition implique aussi que cette période n'est pas prise en considération pour calculer la durée des absences pour cause de maladie ou d'infirmité en vue de l'application de l'article 101, 2°, du statut des agents de l'Etat,et de l'article 17 de l'arrêté royal du 30 mars 1939 relatif à la mise en disponibilité des agents de l'Etat, ou de l'application de l'article 20 de ce dernier arrêté.

Article 6 du projet (article 3 du texte proposé).

L'article 6 du projet tend à régler les effets des prestations d'un demi-jour qui, en fait, ont déjà été autorisées.

Selon les explications données par les fonctionnaires compétents, l'article 6, alinéa 1er, tend à soustraire à toute contestation, et à valider pour autant que de besoin, des décisions aux termes desquelles les absences d'un demi-jour autorisées en cas de prestations réduites sont considérées comme

.../...

des demi-jours de congé pour cause de maladie ou d'infirmité ou, si le maximum de durée de ce congé est atteint, comme des demi-jours de disponibilité. Pour aboutir à ce résultat, le procédé juridique le plus adéquat semble être d'introduire dans le projet une disposition donnant expressément au Ministre le pouvoir de prendre de telles décisions en vue de régler la situation administrative et pécuniaire des agents intéressés.

Dans la mesure où la disposition en projet doit être considérée comme modifiant l'ordonnancement juridique, elle implique une certaine rétroactivité. Celle-ci reste dans les limites où la rétroactivité est admise par la jurisprudence du Conseil d'Etat. Le texte proposé dans le présent avis assure, d'ailleurs, de manière expresse le respect des droits acquis.

Dans la même mesure , cette disposition semble aussi impliquer une dérogation aux dispositions organiques qui déterminent dans quelle mesure un agent absent pour cause de maladie ou d'infirmité conserve le droit à son traitement; elle serait donc de nature à entraîner des dépenses nouvelles. Dès lors, il se recommande que le projet soit proposé et contresigné également par le Ministre des Finances.

.../...

ARRETE ROYAL INSTAURANT POUR LES AGENTS DE L'ETAT UN REGIME DE PRESTATIONS REDUITES EN CAS DE MALADIE OU D'INFIRMITE.

BAUDOUIN, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, SALUT.

Vu l'article 66, alinéa 2, de la Constitution;

Vu l'arrêté royal du 2 octobre 1937 qui porte le statut des agents de l'Etat;

Vu l'arrêté royal du 30 mars 1939 relatif à la mise en disponibilité des agents de l'Etat;

Considérant qu'en vue de faciliter la reprise de leurs fonctions par les agents qui ont été absents pour cause de maladie ou d'infirmité, il y a lieu de permettre à ceux-ci d'accomplir, en certains cas, des prestations d'un demi-jour;

Considérant que, dans un but social, il convient d'assimiler ces prestations réduites à des prestations complètes en ce qui concerne la situation administrative de ces agents;

Vu l'avis du Comité général de consultation syndicale;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

.../...

Sur la proposition de Notre Ministre des Finances et de Notre Ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique, et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

NOUS AVONS ARRETE ET ARRETONS :

Article 1er.-

(Article 1er du projet, partim, et article 5 du projet).

Un article 102bis, rédigé comme suit, est inséré dans l'arrêté royal du 2 octobre 1937 qui porte le statut des agents de l'Etat :

"Article 102bis. Ne sont pas considérés comme des suspensions de service, les demi-jours d'absence d'un agent pendant une période de prestations réduites admises en application des articles 23bis à 23quater de l'arrêté royal du 30 mars 1939 relatif à la mise en disponibilité des agents de l'Etat".

Article 2.-

Des articles 23bis à 23quater, rédigés comme suit, sont insérés dans l'arrêté royal du 30 mars 1939 relatif à la mise en disponibilité des agents de l'Etat :

Article 1er du projet, partim).

"Article 23bis. Au cas où le service de santé administratif estime qu'un agent absent pour cause de maladie ou d'infirmité est apte à reprendre l'exercice de ses fonctions par prestations d'un demi-jour, il en informe le Ministre dont relève l'agent. Le Ministre ou le chef d'administration auquel il a délégué ce pouvoir rappelle l'agent en service en l'admettant à accomplir les dites prestations réduites (sauf si cette mesure n'est pas compatible avec les exigences du bon fonctionnement du service).

.../...

Au cas où l'agent demande à reprendre l'exercice de ses fonctions par prestations d'un demi-jour et produit à l'appui de cette demande un certificat de son médecin, le Ministre ou le chef d'administration compétent autorise l'agent à accomplir ces prestations réduites si le service de santé administratif estime que l'état physique de l'intéressé le permet.

(Article 4 du projet et dispositions complémentaires nouvelles)

Article 23ter. § 1er. Le médecin désigné par le service de santé administratif pour examiner l'agent se prononce sur l'aptitude physique de celui-ci à reprendre ses fonctions par prestations d'un demi-jour.

§ 2. L'agent peut, par l'intermédiaire de son médecin, former un recours contre la décision prévue au § 1er, en demandant à subir un nouvel examen fait conjointement par son médecin et le médecin qui a pris la décision. Ce recours doit être introduit, par pli recommandé à la poste adressé au médecin qui a pris la décision dans les deux jours qui suivent la communication de celle-ci .L'accord des deux médecins implique une décision définitive. En cas de désaccord, le médecin dirigeant le centre médical du service de santé administratif statue sur le recours.

L'agent peut également, par l'intermédiaire de son médecin, former un recours contre la décision prévue au § 1er en demandant au médecin dirigeant le centre médical de statuer directement sur son recours.

.../...

Ce recours doit être adressé au médecin dirigeant le centre médical dans la forme et le délai fixés par l'alinéa 1er du présent paragraphe.

§ 3. Dans l'hypothèse où le médecin dirigeant le centre médical a examiné l'agent et pris la décision, le médecin-chef du service de santé administratif ou son délégué statue sur le recours.

Le médecin de l'agent peut, avec l'accord de celui-ci, se faire remplacer par un autre médecin.

rticle 2 du rojet).

Article 23quater. Les décisions du Ministre ou du chef d'administration portant qu'un agent reprendra l'exercice de ses fonctions par prestations d'un demi-jour ne peuvent être prises pour une période de plus de trente jours du calendrier. Toutefois, des prorogations peuvent être accordées pour une période ayant au maximum cette durée, si le service de santé administratif estime lors d'un nouvel examen que l'état physique de l'agent le justifie.

rticle 3 du rojet).

Au cours d'une période de dix ans d'activité de service, la durée totale des périodes au cours desquelles l'agent est admis à exercer ses fonctions par prestations d'un demi-jour ne peut excéder nonante jours".

.../...

ML. L. 8245/1.

DISPOSITIONS TRANSITOIRES ET FINALES.

Article 6 du projet).

Article 3.-

§ 1er. Sans préjudice des mesures plus favorables prises avant la date de l'entrée en vigueur du présent arrêté, le Ministre détermine la situation administrative et pécuniaire des agents soumis à son autorité et admis avant la date précitée à accomplir des prestations d'un demi-jour, en comptant les demi-jours d'absence comme des demi-jours de congé pour cause de maladie ou d'infirmité ou, si le maximum de durée de ce congé est atteint, comme des demi-jours de disponibilité.

§ 2. Les périodes pendant lesquelles un agent a été admis avant l'entrée en vigueur du présent arrêté à exercer ses fonctions par prestations d'un demi-jour sont prises en considération pour déterminer la durée pendant laquelle l'agent peut encore être admis à exercer ses fonctions par semblables prestations réduites.

rticle nouveau) Article 4.-

Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au Moniteur belge.

rticle 7 du ojet).

Article 5.-

Nos Ministres sont, chacun en ce qui le concerne, chargés de l'exécution du présent arrêté.

Donné à , le

PAR LE ROI :

Le Ministre des Finances,

Le Ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique,

ALGEMENE OPMERKINGEN.

I.

Om Rijksambtenaren die wegens ziekte of gebrekkigheid afwezig zijn geweest, het wederopnemen van hun ambt gemakkelijker te maken, staat het ontwerp-besluit hun in bepaalde gevallen toe halve-dagprestaties te verrichten.

De tekst is opgevat als een op zich zelf staand besluit. Dit heeft het nadeel dat de statuutbepalingen voor het Rijkspersoneel nog meer worden versnipperd dan reeds het geval is.

Opdat het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 het basisbesluit blijft, waarin alle grondregelen van het stauut van het Rijkspersoneel zijn neergelegd, ware het geraden er een nieuw artikel in te voegen, waarin het beginsel van de nu ontworpen regeling zou worden opgenomen.

De bepalingen van het ontwerp die de nadere toepassingsregelen bevatten, zouden dan een plaats kunnen krijgen in het koninklijk besluit van 30 maart 1939 betreffende de terbeschikkingstelling van het Rijkspersoneel; zij staan immers in nauw verband met de artikelen 17, laatste lid, en 21 van dat besluit, die de administratieve gezondheidsdienst belasten met het toezicht op ambtenaren die wegens ziekte of gebrekkigheid met verlof of in disponibiliteit zijn.

.../...

II.

Artikel 4 van het ontwerp zegt alleen : "Tegen de beslissing van de administratieve gezondheidsdienst kan beroep worden aangetekend overeenkomstig de procedure daartoe vastgesteld bij reglement van de administratieve gezondheidsdienst".

Uit een juridisch oogpunt is op dat artikel enige kritiek te leveren. De administratieve gezondheidsdienst bestaat uit een aantal ambtenaren in hiërarchisch verband, die hoegenaamd geen collegiale overheid vormen. Artikel 4 van het ontwerp bepaalt dus niet nauwkeurig, aan welke overheid het de vermelde bevoegdheid wenst toe te kennen. Bovendien, en vooral, is de verordenende bevoegdheid die het artikel overdraagt te ruim dan dat die overdracht binnen de grenzen zou blijven welke krachtens de algemene beginselen van ons publiekrecht geoorloofd zijn.

Artikel 4 van het ontwerp moet dus worden vervangen door voorzieningen die in grote trekken de organisatie van het geneeskundig onderzoek en de beroepsprocedure bepalen.

III.

In zijn arrest van 29 juni 1962, nr 9512, heeft de Raad van State geweigerd als verordeningsbepalingen te erkennen bepaalde voorschriften van titel III van het

"Reglement van de administratieve gezondheidsdienst" die betrekking hebben op "het sanitair toezicht op de volwassenen" en meer bepaald op het "geschiktheids-onderzoek" dat op grond daarvan plaats heeft. De beslissing welke de inspecteur-generaal-hoofdgeneesheer van de administratieve gezondheidsdienst in het betwiste geval had genomen, werd dan ook vernietigd.

Het is zaak van de Regering te oordelen of het, om dergelijke moeilijkheden in de toekomst te voorkomen, niet geraden is de voorgestelde onderzoeks- en beroepsprocedure ook toe te passen op andere gevallen dan de machtiging van ambtenaren tot het verrichten van halve-dagprestaties..

BIJZONDERE OPMERKINGEN.

Artikel 1 van het ontwerp.

De bepalingen van artikel 1 van het ontwerp kunnen worden opgenomen, voor een deel in een artikel 102bis, in te voegen in het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 houdende statuut van het Rijkspersoneel, voor een ander deel in een artikel 23bis, in te voegen in het koninklijk besluit van 30 maart 1939 betreffende de terbeschikkingstelling van het Rijkspersoneel.

.../...

1° Artikel 102bis, in te voegen in het koninklijk besluit van 2 oktober 1937.

Ter inachtneming van de in het besluit van 2 oktober 1937 gebruikte begrippen en termen, leze men de tekst als volgt : "Als dienstschorsing worden niet beschouwd de halve dagen afwezigheid van een ambtenaar tijdens eenperiode van verminderde prestaties toegestaan op grond van de artikelen 23bis tot 23quater van het koninklijk besluit van 30 maart 1939 betreffende de terbeschikkingstelling van het Rijkspersoneel".

2° Artikel 23bis, in te voegen in het koninklijk besluit van 30 maart 1939.

Naar gelang van wat de thans voor de onderscheiden personeelscategorieën geldende bepalingen zeggen over de aard van het optreden van de administratieve gezondheidsdienst, is diens oordeel over de lichaamsgeschiktheid van de ambtenaar nu eens een gewoon, dan weer een voor de administratieve overheid bindend en dus als beslissing geldend advies. In de materie die het ontwerp behandelt is de bedoeling van de Regering, dat de chef van het bestuur waaronder de ambtenaar ressorteert, gebonden zal zijn door het oordeel van de administratieve gezondheidsdienst over diens lichaamsgeschiktheid.

Volgens de bevoegde ambtenaar zal de chef van het bestuur bovendien, indien de administratieve gezondheidsdienst de ambtenaar in staat acht zijn ambt weer uit te oefenen in halve-dagprestaties, zelfs verplicht

zijn hem opnieuw in dienst te roepen om hem zulke verminderde prestaties te doen verrichten, onder de voorwaarde alleen dat hij de voor die prestaties toegestane maximumduur niet heeft bereikt (artikel 3 van het ontwerp ; in de voorgestelde tekst artikel 23quater, in te voegen in het koninklijk besluit van 30 maart 1939).

Het zal echter zaak van de Regering zijn te oordelen of, gelet op de verantwoordelijkheid van de Minister voor de werking van de onder zijn gezag geplaatste diensten, al dan niet in de tekst een beperking moet worden opgenomen voor het geval dat het toestaan van halve-dagprestaties aan een ambtenaar niet overeen te brengen mocht zijn met de goede werking van de dienst. Hiervoor ware het voldoende aan de tekst die wordt voorgesteld voor artikel 23bis, tweede volzin, van het koninklijk besluit van 30 maart 1939, de volgende woorden toe te voegen : "... tenzij die maatregel niet kan worden overeengebracht met de eisen van de goede werking van de dienst".

Hoe het zij, de beslissing tot het weder oproepen van een ambtenaar zou bij de chef van het bestuur moeten berusten, zelfs al bedoelt de Regering hem geen beoordelingsbevoegdheid te laten. Ook immers wanneer de administratieve gezondheidsdienst bevoegd is gemaakt om de administratieve overheid te binden en om een beslissing te nemen, zal dit een beslissing zijn die alleen op de lichaamstoestand van de ambtenaar betrekking heeft. Krachtens de algemene regelen van ons

.../...

administratief bestel moet of bij de Koning, of bij de Minister, of bij de gemachtigde ambtenaren de bevoegdheid berusten om beslissingen te nemen die de administratieve toestand van een Rijksambtenaar bepalen. Naast dit eerste, theoretische, is er nog een praktisch argument voor de bemoeienis van de chef van het bestuur : hij is namelijk beter dan de administratieve gezondheidsdienst in staat uit te maken of de ambtenaar nog voor een periode van halve-dagprestaties in aanmerking komt. Ten slotte is die bemoeienis ook hierom aan te bevelen dat de chef van het bestuur, mocht de administratieve gezondheidsdienst een onregelmatige beslissing genomen hebben, bevoegd en verplicht zou zijn de inachtneming ervan te weigeren en de gezondheidsdienst om een nieuw onderzoek van de ambtenaar te vragen (Raad van State, 16 november 1955, BOCLINVILLE, nr 4663, 14 juni 1956, LONGTAIN, nr 5199).

Artikel 4 van het ontwerp (volgens de voorgestelde tekst artikel 23ter, in te voegen in het koninklijk besluit van 30 maart 1939).

De door de Raad van State voorgestelde tekst bepaalt in grote trekken de organisatie van het geneeskundig onderzoek en de procedure van beroep.

Hij bepaalt dat het beroep zal worden ingesteld bij een ter post aangetekende brief, zulks alleen opdat gemakkelijker kan worden bewezen dat het beroep is ingediend, en om betwistingen daarover te voorkomen.

.../...

Naar de bevoegde ambtenaren hebben verklaard, wil de Regering in dezen een strak formalisme weren ; de verzending bij ter post aangetekende brief is geen substantieel vormvereiste voor het indienen van het beroep.

Artikel 5 van het ontwerp.

Dit artikel wordt overbodig gemaakt door het voorgestelde artikel 102bis, dat in het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 wordt ingevoegd. Die bepaling impliceert vanzelf, dat de ambtenaar over de periode dat hij halve-dagprestaties mag verrichten, zich in de ~~xxxxxxxxxx~~ toestand van dienstactiviteit bevindt, en ook dat die periode niet in aanmerking komt om de duur van de afwezigheid wegens ziekte of gebrekkigheid te berekenen met het oog op de toepassing van artikel 101, 2°, van het statuut van het Rijkspersoneel en van artikel 17 van het koninklijk besluit van 30 maart 1939 betreffende de terbeschikkingstelling van het Rijkspersoneel, of van artikel 20 van laatstgenoemd besluit.

Artikel 6 van het ontwerp.

(artikel 3 van de voorgestelde tekst)

Artikel 6 van het ontwerp regelt de gevolgen van de halve-dagprestaties die in feite reeds zijn toegestaan.

.../...

Naar de bevoegde ambtenaren hebben verklaard, is de bedoeling met artikel 6, eerste lid, dat beslissingen krachtens welke de in geval van beperkte prestaties toegestane afwezigheden van een halve dag als halve dagen verlof wegens ziekte of gebrekkigheid of, indien de maximumduur van dat verlof bereikt is, als halve dagen disponibiliteit zullen worden beschouwd, buiten iedere betwisting worden gesteld en voor zover nodig geldig worden verklaard. Het meest dienstige rechtsprocédé om daartoe te komen lijkt te zijn, in het ontwerp een bepaling in te voegen die de Minister uitdrukkelijk machtigt tot het nemen van zodanige beslissingen ten einde de administratieve en geldelijke toestand van de betrokken ambtenaren te regelen.

Inzover de ontwerp-bepaling moet worden geacht de rechtsordening te wijzigen, impliceert zij een zekere terugwerking die blijft binnen de grenzen waarin de rechtspraak van de Raad van State terugwerking aanvaardt. In de hierna voorgestelde tekst worden verkregen rechten overigens uitdrukkelijk gevrijwaard.

In dezelfde mate schijnt die bepaling ook af te wijken van de organieke bepalingen die zeggen in hoever een wegens ziekte of gebrekkigheid afwezige ambtenaar het recht op zijn wedde behoudt ; zij kan dus nieuwe uitgaven medebrengen. Het verdient dan ook aanbeveling het ontwerp mede door de Minister van Financiën te laten voordragen en ondertekenen.

.../...

KONINKLIJK BESLUIT TOT INVOERING VAN EEN REGELING TER ZAKE VAN VERMINDERDE PRESTATIES VOOR ZIEKE EN GEBREKKIGE RIJKSAMBTENAREN.

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op artikel 66, tweede lid, van de Grondwet;

Gelet op het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 houdende statuut van het Rijkspersoneel;

Gelet op het koninklijk besluit van 30 maart 1939 betreffende de terbeschikkingstelling van het Rijkspersoneel;

Overwegende dat er grond is om ambtenaren die wegens ziekte of gebrekkigheid afwezig zijn geweest, het wederopnemen van hun ambt gemakkelijker te maken en hun daarom toe te staan in bepaalde gevallen halve-dagprestaties te verrichten;

Overwegende dat die verminderde prestaties, om sociale redenen, met volledige prestaties moeten worden gelijkgesteld ten aanzien van de administratieve toestand van die ambtenaren;

Gelet op het advies van de algemene syndicale raad van advies;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Financiën en van Onze Minister van Binnenlandse Zaken en van het Openbaar Ambt en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

HEBBEN WIJ BESLOTEN EN BESLUITEN WIJ :

(Artikel 1 van het ontwerp, partim, en artikel 5 van het ontwerp).

Artikel 1.-

In het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 houdende statuut van het Rijkspersoneel wordt een artikel 102bis ingevoegd, luidend als volgt :

"Artikel 102bis. Als dienstschorsing worden niet beschouwd de halve dagen afwezigheid van een ambtenaar tijdens een periode van verminderde prestaties, toegestaan op grond van de artikelen 23bis tot 23quater van het koninklijk besluit van 30 maart 1939 betreffende de terbeschikkingstelling van het Rijkspersoneel".

Artikel 2.-

In het koninklijk besluit van 30 maart 1939 betreffende de terbeschikkingstelling van het Rijkspersoneel worden artikelen 23bis tot 23quater ingevoegd, luidend als volgt :

rtikel 1 van et ontwerp, artim).

"Artikel 23bis. Acht de administratieve gezondheidsdienst een wegens ziekte of gebrekkigheid afwezige ambtenaar geschikt om zijn ambt weder op te nemen met halve-dagprestaties, dan geeft hij daarvan kennis aan de Minister onder wie de ambtenaar ressorteert. De Minister of de chef van het bestuur die hij daartoe heeft gemachtigd, roept de ambtenaar opnieuw in dienst en staat hem toe die verminderde prestaties te verrichten (tenzij die maatregel niet kan worden overeengebracht met de eisen van de goede werking van de dienst).

Ingeval de ambtenaar vraagt zijn ambt weder te mogen opnemen met halve-dagprestaties en tot staving van die aanvraag een doktersattest overlegt, staat de Minister of de bevoegde chef van het bestuur hem toe verminderde prestaties te verrichten, indien de administratieve gezondheidsdienst oordeelt dat de lichaamstoestand van de betrokkene het toelaat.

Artikel 4 van het ontwerp en nieuwe aanvullingsbepalingen).

Artikel 23ter._ § 1. De geneesheer die door de administratieve gezondheidsdienst is aangewezen om de ambtenaar te onderzoeken, spreekt zich uit over diens lichaamsgeschiktheid om zijn ambt met halve-dagprestaties weder op te nemen.

§ 2. De ambtenaar kan, door toedoen van zijn geneesheer, tegen de in § 1 bedoelde beslissing in beroep gaan en vragen om een nieuw onderzoek, door zijn geneesheer en de geneesheer die de beslissing heeft genomen samen te verrichten. Dat beroep moet binnen twee dagen na de mededeling van de beslissing worden ingesteld bij een ter post aangetekende brief aan de geneesheer die de beslissing heeft genomen. Zijn beide geneesheren het eens, dan is er eindbeslissing. Zijn zij het niet eens, dan wordt op het beroep beschikt door de geneesheer die aan het hoofd van het geneeskundig centrum van de administratieve gezondheidsdienst staat.

De ambtenaar kan ook, door toedoen van zijn geneesheer, tegen de in § 1 bedoelde beslissing in beroep gaan door de geneesheer die aan het hoofd van het geneeskundig centrum staat, te verzoeken rechtstreeks op zijn beroep te beschikken. Dat beroepschrift moet aan de geneesheer die aan het hoofd van het geneeskundig centrum staat worden gericht in de vorm en binnen de termijn, bepaald in het eerste lid van deze paragraaf.

/

§ 3. Heeft de geneesheer die aan het hoofd van het geneeskundig centrum staat, de ambtenaar onderzocht en de beslissing genomen, dan wordt op het beroep beschikt door de geneesheer - hoofd van de administratieve gezondheidsdienst of diens gemachtigde.

De geneesheer van de ambtenaar kan zich, met diens goedvinden, door een andere geneesheer laten vervangen.

(Artikel 2 van het ontwerp).

Artikel 23quater. Beslissingen van de Minister of van de chef van het bestuur, dat een ambtenaar zijn ambt weder zal opnemen met halve-dagprestaties, mogen niet worden genomen voor een periode van meer dan dertig kalenderdagen. Nochtans mogen voor ten hoogste dezelfde periode verlengingen worden toegestaan indien de administratieve gezondheidsdienst bij een nieuw onderzoek oordeelt, dat de lichaamstoestand van de ambtenaar het wettigt.

Artikel 3 van het ontwerp).

In een periode van tien jaar dienstactiviteit mag de ambtenaar zijn ambt in totaal niet meer dan negentig dagen lang in halve-dagprestaties uitoefenen".

OVERGANGS- EN SLOTBEPALINGEN.

:tikel 6 van :t ontwerp).

Artikel 3.-

§ 1. Onverminderd gunstiger maatregelen die vóór de datum van inwerkingtreding van dit besluit mochten zijn genomen, bepaalt de Minister de administratieve en geldelijke toestand van de ambtenaren onder

zijn gezag aan wie vóór genoemde datum werd toegestaan halve-dagprestaties te verrichten, waarbij hij de halve dagen afwezigheid rekent als halve dagen verlof wegens ziekte of gebrekkigheid of, indien de maximumduur van dat verlof bereikt is, als halve dagen disponibiliteit.

§ 2. De periodes waarover, vóór de inwerkingtreding van dit besluit, aan een ambtenaar is toegestaan zijn ambt in halve-dagprestaties uit te oefenen, komen in aanmerking voor het bepalen van de tijd dat hem nog kan worden toegestaan zijn ambt in zodanige verminderde prestaties uit te oefenen.

Nieuw artikel). Artikel 4.-

Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het Belgisch Staatsblad is bekendgemaakt.

rtikel 7 van et ontwerp). Artikel 5.-

Onze Ministers zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te , de

VAN KONINGSWEGE :

De Minister van Financiën,

De Minister van Binnenlandse Zaken en van het Openbaar Ambt,

La chambre était composée de

Messieurs : J.SUETENS, premier président,

G.HOLOYE, conseillers d'Etat,
J.MASQUELIN,

P.DE VISSCHER, assesseurs de la section de législation,
J.ROLAND,

G.DE LEUZE, greffier adjoint, greffier.

De kamer was samengesteld uit

de Heren : eerste voorzitter,

raadsheren van State,

bijzitters van de afdeling wetgeving,

adjunct-griffier, griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M.J.SUETENS.

Le rapport a été présenté par M.Ch.HUBERLANT, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H.J.SUETENS.

Het verslag werd uitgebracht door de H.Ch.HUBERLANT, auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s.) G.DE LEUZE.

(s.) J.SUETENS.